



CHAPITRE 32

CHAPTER 32

Loi modifiant la Loi des droits sur les successions

An Act to amend the Quebec Succession Duties Act

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R., c. 80,
a. 4, am.

1. L'article 4 de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1941, chapitre 80, remplacé par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 18) est modifié
a) en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

"Bien".

"L'intérêt du défunt dans un contrat d'assurance sur la vie d'une autre personne est un bien au sens de la présente loi.";

b) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Excep-
tions.

"Néanmoins, la somme d'argent due par un assureur en raison du décès d'un assuré qui n'a pas son domicile dans la province, au moment de son décès, n'est pas censée être un bien situé dans la province, mais elle est comprise dans la valeur totale aux fins de fixer les taux des droits."

S.R., c. 80,
a. 13,
remp.

2. L'article 13 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Legs pour
fins de
charité,
etc.

"**13.** Sujet aux dispositions de l'article 49*b*, aucun droit n'est exigible sur les legs, dons et souscriptions pour des fins de religion, de charité ou d'éducation.

Réparti-
tion.

Cette exemption est répartie conformément à l'article 8.

S.R., c. 80,
s. 4, am.

1. Section 4 of the Quebec Succession Duties Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 80, as replaced by section 1 of the act 7 George VI, chapter 18) is amended:

a. by adding thereto, after the first paragraph thereof, the following:

"The deceased's interest in an insurance contract of the life of another person shall be property within the meaning of this act."

"Proper-
ty".

b. by replacing the second paragraph thereof by the following:

"However, the sum of money due by an insurer by reason of the death of an insured whose domicile is not in this Province, at the time of his death, shall not be deemed to be property situate within the Province, although it shall be included in the aggregate value for the purpose of determining the rates of duties."

Excep-
tions.

2. Section 13 of the said act is replaced by the following:

R.S., c. 80,
s. 13, re-
placed.

"**13.** Subject to the provisions of section 49*b*, no duties shall be exigible on legacies, gifts and subscriptions for religious, charitable or educational purposes.

Bequests
to charity,
etc.

Such exemption shall be apportioned in accordance with the provisions of section 8.

Appor-
tionment.

Polices
d'assu-
rances
pour fins
de charité.

Le produit d'une police d'assurance sur la vie de la personne décédée, payable à une institution de charité ou d'éducation, à une église, à une fabrique ou paroisse, à une société ou compagnie de cimetière, est également exempt des droits imposés par la présente loi."

S.R., c. 80,
a. 15, am.

3. L'article 15 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le paragraphe *b*, les suivants:

"*c*) Quant à une obligation contractée dans un contrat de mariage et qui n'a pas été complètement remplie, par la personne obligée, au moins cinq ans avant son décès;

"*d*) Quant aux droits ou taxes payables sur les dispositions à titre gratuit consenties par le défunt ou à raison d'icelles."

Id., a. 18,
rempl.

4. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Valeurs
non co-
tées.

"**18.** Dans le cas de valeurs mobilières non cotées publiquement, mais dans le commerce libre, tels que bons, obligations ou actions, ou un intérêt dans une entreprise ou société, publique ou privée, générale ou particulière, civile, commerciale, industrielle ou financière, le cours moyen, au jour du décès ou à la date antérieure la plus rapprochée de celui-ci, est présumé représenter la valeur réelle.

Valeurs
hors com-
merce li-
bre.

Si les valeurs mobilières ne sont pas dans le commerce libre, le contrôleur du revenu ou le percepteur compétent en détermine la valeur réelle au jour du décès en tenant compte des articles 16 et 17 et des facteurs pertinents pouvant affecter cette valeur réelle.

Rensei-
gnements
exigibles.

Cet officier peut exiger des héritiers, légataires, donataires, exécuteurs testamentaires, fiduciaires ou administrateurs, ou de la compagnie, corporation, société ou entreprise elle-même, ou de ses officiers, les états financiers, bilans, états de profits et pertes, comptes d'opérations requis pour l'estimation des valeurs détenues par la personne décédée et tous les autres documents et renseignements qu'il juge nécessaires.

Examen
des livres,
etc.

Il peut, en outre, examiner les livres de la compagnie, corporation, société ou

The proceeds of an insurance policy on the life of the deceased person, payable to a charitable or educational institution, church, "fabrique" or parish, cemetery association or company shall also be exempt from the duties imposed by this act."

Insurance
policy for
charitable
purposes.

3. Section 15 of the said act is amended by adding thereto, after paragraph *b*, the following:

R.S., c. 80,
s. 15, am.

"*c*. For an obligation assumed in a marriage contract and which has not been completely fulfilled, by the person obligated, at least five years before his death;

"*d*. For duties or taxes payable on or in connection with dispositions by gratuitous title effected by the deceased."

4. Section 18 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 18,
replaced.

"**18.** In the case of unlisted, but freely traded in securities, such as debentures, bonds or shares, or an interest in any enterprise or partnership, public or private, general or particular, civil, commercial, industrial or financial, the average price on the day of the death, or the nearest date prior thereto, shall be presumed to be the real value thereof.

Unlisted
securities.

If said securities are not freely traded in, the Comptroller of Provincial Revenue or the collector having jurisdiction shall determine the real value thereof as at the date of death, having regard to sections 16 and 17 and to the pertinent factors which might have a bearing on the said value.

Securities
not freely
traded.

The said officer may request from the heirs, legatees, donees, testamentary executors, trustees or administrators, or from the company, corporation, partnership or enterprise itself, or from its officers, the financial statements, balance sheets, profit and loss statements and operating accounts of the said company, corporation, partnership or enterprise, as are required for the purpose of valuing the securities held by the deceased and all other documents and information which he shall deem necessary.

Informa-
tion exi-
gible.

He may, furthermore, examine the books of the company, corporation, part-

Examina-
tion of
books, etc.

entreprise et faire déterminer par un ou des experts la valeur réelle des biens, constituant l'actif de cette compagnie, corporation, société ou entreprise.

Réclamations.

Pour les fins du présent article, le percepteur peut diminuer ou rejeter toute réclamation pour salaire, gages, honoraires ou autre rémunération, faite par les membres de la famille du défunt ou par ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires, contre une compagnie, corporation, société ou entreprise dans laquelle la personne décédée était intéressée de quelque manière que ce soit, dans une proportion de plus de cinquante pour cent, soit seule, soit de concert avec les membres de sa famille, ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires.

Peine pour refus.

Le refus de permettre l'examen des livres de la compagnie, corporation, société ou entreprise, de fournir les états financiers, bilans, états de profits et pertes, comptes d'opérations et autres documents et renseignements prescrits par le présent article rend le contrevenant passible de la peine édictée par l'article 56."

S.R., c. 80, a. 24a, aj.

5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 24, le suivant:

Biens imposables.

"24a. Lorsque les dispositions visées par les articles 21, 22, 23, 24 et 27a de la présente loi sont faites par le conjoint commun en biens de la personne décédée, la part de cette dernière dans les biens donnés, cédés ou transportés tombe sous l'application de la présente loi."

S.R., c. 80, a. 27, am.

6. L'article 27 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

Dévolutions à titre onéreux.

"3. N'est pas censée dévolue à titre gratuit la somme d'argent due par un assureur, à raison du décès de la personne décédée, payable à un bénéficiaire ou à un cessionnaire qui

a) justifie avoir payé lui-même toutes les primes, sans avances ni remboursement quelconques de qui que ce soit;

b) garde pour son bénéfice exclusif la totalité de ladite somme;

nership or enterprise and have the real value of its assets ascertained by one or more experts.

For the purposes of this section, the Collector may reduce or disallow any claim for salary, wages, fees or other remuneration, made by members of the family of the deceased or his heirs, legatees, donees or other beneficiaries, against any company, corporation, partnership or enterprise in which the deceased was in any way interested to an extent of over fifty per cent, either alone or together with the members of his family, his heirs, legatees, donees or other beneficiaries.

Claims.

The refusal to permit the examination of the books of the company, corporation, partnership or enterprise, or to supply the financial statements, balance sheets, profit and loss statements and operating accounts and the other documents and information as prescribed in this section shall render the offender liable to the penalty enacted in section 56."

Penalty for refusal.

5. The said act is amended by inserting therein, after section 24, the following:

R.S., c. 80, s. 24a, added.

"24a. Whenever the deceased was common as to property and the dispositions contemplated by sections 21, 22, 23, 24 and 27a of this act were made by her consort, the said deceased's share in the assets given, conveyed or transferred is subject to the application of this act."

Taxable assets.

6. Section 27 of the said act is amended by replacing subsection 3 by the following:

R.S., c. 80, s. 27, am.

"3. The sum of money due by an insurer by reason of the death of the deceased, payable to a beneficiary or to an assignee, shall not be deemed to devolve by gratuitous title, provided such beneficiary or assignee

Devolution by onerous title.

a. shall justify having personally paid all the premiums, without same having been advanced or refunded to him by any one whomsoever;

b. shall keep for his exclusive benefit the whole of the said sum and

c) n'est pas, par rapport à la personne décédée, l'une des personnes visées au paragraphe 1 de l'article 9 de la présente loi.

Restriction.

Si ce bénéficiaire ou cessionnaire n'a ainsi payé personnellement qu'une partie des primes, il y a transmission à titre gratuit dans la proportion des primes payées par une autre personne par rapport au nombre total de primes acquittées depuis l'émission de la police.

Idem.

Il y a également transmission à titre gratuit de toute partie du produit de pareille police que ce bénéficiaire ou cessionnaire remet ou abandonne à la succession ou à un héritier de la personne décédée."

S.R., c. 80, a. 27a, aj. **7.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 27, le suivant:

Bien censé transmis par décès.

"**27a.** Pour les fins de la présente loi, la propriété, l'usufruit ou la jouissance d'un bien est censé transmis par décès, lorsque la personne décédée en a disposé à titre gratuit, d'une manière quelconque, par un acte qui a pris effet plus de cinq années avant le décès, sans que le bénéficiaire réel ait eu, dès lors et par la suite, la propriété, la possession, l'usufruit, la jouissance, le revenu et la gestion de ce bien, à l'exclusion du disposant ou de toute autre personne.

Exception.

Cependant, les dispositions entrevifs à titre gratuit consenties avant le 22 février 1949 continuent à être régies par la loi en vigueur avant l'adoption de la présente loi."

S.R., c. 80, a. 31, remp. **8.** L'article 31 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa, par les suivants:

Usufruit, etc.

"**31.** Dans le cas d'usufruit, d'usage, de substitution ou d'attribution des revenus d'un capital ou d'une fiducie, le montant des droits payables est calculé comme si l'usufruitier, l'usager, le grevé ou le bénéficiaire des revenus recevait comme propriétaire absolu les biens grevés de l'usufruit, de l'usage, de la substitution, de l'attribution des revenus ou de la

c. shall not be, in relation to the deceased, one of the persons contemplated by subsection 1 of section 9 of this act.

If such beneficiary or assignee shall have personally paid only part of the premiums, there shall be a devolution by gratuitous title to the extent of the proportion of premiums paid by another person as compared with the total number of premiums paid since the policy was issued.

There shall also be a devolution by gratuitous title of all that part of the proceeds of a policy which the said beneficiary or assignee shall pay or deliver to the estate or to an heir of the deceased."

7. The said act is amended by inserting therein, after section 27, the following:

"**27a.** For the purposes of this act, the ownership, usufruct or enjoyment of any property shall be deemed to be transmitted owing to death, whenever the deceased has disposed of same by gratuitous title, in any manner whatsoever, by a disposition which has taken effect more than five years prior to the date of death, unless the ownership, possession, usufruct, enjoyment, administration of and the revenue from or the income on the said property has actually been assumed and thenceforward retained by the real beneficiary, to the exclusion of the donor or of any other person.

However, dispositions *inter vivos* by gratuitous title executed prior to the 22nd of February, 1949, shall be governed by the law in force prior to the enactment of this act."

8. Section 31 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**31.** In the case of usufruct, use, substitution or attribution of the revenue from any capital or from any trust fund, the amount of duties payable shall be calculated as though the usufructuary, the person having the right of use, the institute or the beneficiary of the revenue, received, as absolute owner, the property subject to the usufruct, right of use, subs-

fiducie, et le capital peut être employé au paiement de ces droits.

Rente. Dans le cas de constitution de rente, le montant des droits payables est calculé sur le capital estimé de la rente, et la partie du capital affectée au paiement de cette rente peut être employée au paiement des droits susdits."

S.R., c. 80, a. 45, am. **9.** L'article 45 de ladite loi est modifié

a) en y ajoutant après le mot "héréditaire", dans la cinquième ligne du paragraphe a, les mots "ou procéder au partage d'une succession";

b) en remplaçant le paragraphe c par les suivants:

Remise par dépositaire. "c) Aucun dépositaire ne peut remettre de l'argent déposé au nom d'une personne ou en compte commun, ni le transporter au nom d'une autre personne. Toutefois, lorsque la personne décédée était domiciliée dans la province, il peut, sans attendre la production du certificat susdit, payer ou remettre, à même ce dépôt, une somme n'excédant pas cinq cents dollars, à condition qu'il avise immédiatement par écrit le percepteur compétent.

Idem. Cette somme demeure sous le coup de toutes les autres dispositions de la présente loi et elle doit être comprise dans la déclaration visée à l'article 34.;"

c) en ajoutant au paragraphe d les alinéas suivants:

Remise par dépositaire. "Toutefois, lorsque la personne décédée était domiciliée dans cette province, pareil dépositaire peut, sans attendre la production du certificat ci-dessus prescrit, payer ou remettre, à même le dépôt, si c'est une somme d'argent, un montant de pas plus de cinq cents dollars, à condition qu'il avise immédiatement par écrit le percepteur compétent.

Idem. Cette somme demeure sous le coup de toutes les autres dispositions de la présente loi et doit être comprise dans la déclaration visée à l'article 34."

S.R., c. 80, aa. 49a, 49b, aj. **10.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 49, les suivants:

Examen des livres, etc. **"49a.** Aux fins de constater si la transmission de valeurs mobilières appartenant à des personnes décédées a été effectuée

titution or trust, and the said duties may be paid from the capital.

In the case of an annuity, the amount of duties payable shall be calculated on the capitalized value of the annuity, and the said duties may be paid from that part of the capital affected to the payment of the said annuity."

9. Section 45 of the said act is amended: R.S., c. 80, s. 45, am.

a. by adding after the word "inheritance" in the fourth line of sub-paragraph a the words "or proceed with the partition of an estate";

b. by replacing sub-paragraph c thereof by the following:

Remittance by depositary. "c. No depositary may remit any money deposited in a personal or joint account, or transfer such money to another name. However, when the deceased was domiciled in this province, such depositary, may without awaiting the production of the certificate prescribed in the preceding section, pay or remit a sum not exceeding five hundred dollars from such deposit, provided he or it shall immediately give notice thereof in writing to the collector having jurisdiction.

The sums thus paid shall remain subject to all the other provisions of this act and must be included in the declaration required by section 34.;"

c. by adding the following paragraphs to subparagraph d:

Remittance by depositary. "However, when the deceased was domiciled in this province, such a depositary, without awaiting the production of the aforesaid certificate, may pay or remit out of a deposit of money, a sum not exceeding five hundred dollars, provided he or it shall immediately notify in writing the collector having jurisdiction.

Idem. Such sum shall remain subject to all the other provisions of this act and must be included in the declaration required by section 34."

10. The said act is amended by inserting therein, after section 49, the following: R.S., c. 80, ss. 49a, 49b, added.

Examination of books, etc. **"49a.** For the purpose of ascertaining whether the transmission of moveable property belonging to deceased persons

conformément aux dispositions de la présente loi, le percepteur compétent peut, pendant les heures d'affaires, examiner les livres et documents de toute compagnie, corporation, banque, société, raison sociale ou de son agent.

has been effected in accordance with the provisions of this act, the collector having jurisdiction may, during business hours, examine the books and documents of any company, corporation, bank, partnership, firm, or of its agent.

Devoir du percepteur.

“49b. Lorsqu'un bien ou le revenu de ce bien est donné ou légué à un fiduciaire pour les fins prévues par l'article 13 de la présente loi ou à une corporation ou société formée spécialement pour poursuivre les mêmes fins, le percepteur compétent doit, pendant l'existence de la fiducie, de cette corporation ou société, s'assurer de l'exécution des stipulations et conditions du document disposant de ce bien ou de son revenu et, à cette fin,

“49b. Whenever property, the income thereon or the revenue therefrom is given or bequeathed to a trustee, for the purposes contemplated by section 13 of this act, or to a corporation or society especially organized to carry out the same purposes, the collector having jurisdiction shall, during the existence of the trust, corporation or society, ascertain that the provisions and conditions of the instrument disposing of the said property, income thereon or revenue therefrom are executed and, for such purpose:

Duties of collector.

1° il peut examiner les livres, comptes, documents et pièces justificatives du fiduciaire, de la corporation ou société;

1. he may examine the books, accounts, documents and vouchers of said trustee, corporation or society;

2° le fiduciaire, la corporation ou société doit transmettre audit percepteur, le ou avant le premier jour de mars de chaque année, un rapport de ses opérations pour l'année finissant le trente-et-unième jour de décembre précédent.

2. said trustee, corporation or society shall forward to the said collector, on or before the 1st of March of each year, a report respecting his or its operations for the year ended December thirty-first next preceding.

Ce rapport doit contenir un état

Such report shall contain a statement showing:

a) des biens de la fiducie, corporation ou société;

a. the property held under said trust or by said corporation or society;

b) du passif de cette fiducie, corporation ou société;

b. the liabilities of said trust, corporation or society;

c) des recettes et déboursés, avec mention des nom et adresse de toute institution, corporation ou personne à qui un paiement a été fait.

c. the receipts and disbursements, with reference to the names and addresses of all institutions, corporations or persons to whom any payment was made.

Sommes imposables.

Toute somme employée contrairement aux dispositions de la fiducie ou à des fins autres que celles pour lesquelles la corporation ou société a été formée est assujettie aux droits imposés par l'article 8 de la présente loi.”

Any sum of money paid in contravention with the provisions of the trust or used for other purposes than those for which said corporation or society was organized shall be subject to the duties imposed by section 8 of this act.”

Taxable amounts.

S.R., c. 80, a. 61, am.

11. Ladite loi est modifiée en abrogeant les paragraphes 2 et 3 de l'article 61.

11. The said act is amended by repealing subsections 2 and 3 of section 61.

R.S., c. 80, s. 61, am.

Effet rétroactif.

12. La présente loi a son effet depuis le vingt-deux février 1949.

12. This act shall have effect as from the twenty-second of February, 1949.

Retroactive effect.

Entrée en vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

13. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.